



DECLARATION COMMUNE CTL DU 15 JANVIER 2019

Comme le veut la tradition, les représentants des personnels vous présentent leurs meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Pourtant, pour les agents, nous sommes dans la continuité de la dégradation de leur environnement professionnel, de leurs missions et surtout de leur considération. Nous avons la fâcheuse impression que les années passent et que vous nous chantez toujours la même rengaine.

Nous sommes convoqués aujourd'hui pour 2 CTL. Même si nous pouvons vous remercier d'avoir voulu mettre à l'ordre du jour d'un CTL uniquement les suppressions d'emplois, le 1^{er} CTL est symptomatique d'une lente agonie des services dont les missions deviennent secondaires aux yeux de nos dirigeants.

Le message est clair pour l'ensemble des agents de ces services mais aussi de la Direction de Savoie. Les suppressions d'emploi ne répondent à aucune logique si ce n'est répondre à un affichage de nos politiques. Malgré l'utilité de nos emplois et de nos missions, l'agent des finances publiques est le bouc émissaire de la dette publique.

Les Organisations Syndicales de Savoie, SFP, CGT, FO et CFDT-CFTC, désapprouvent cette politique et demandent que vous aussi vous défendiez nos emplois et nos missions en refusant d'appliquer aveuglément les consignes de la DG.

Pour marquer notre opposition, nous ne participerons pas aux 2 CTL de ce jour.

De notre point de vue, le constat est vite fait et il est catastrophique ! Mais à quoi bon venir vous exposer notre point de vue puisqu'en définitive, de votre propre aveu, vous n'avez ni information ni marge de manœuvre.

Par ailleurs, la convocation du CTL de ce mardi matin, pour une durée prévisionnelle de 3h30, avec pas moins de 8 points à l'ordre du jour, dont 6 sont soumis au vote des représentants du personnel nouvellement élus, ne ressemble en rien au Dialogue Social dont vous nous faites l'apologie depuis votre arrivée.

À notre grand désenchantement, le bricolage continue à la DDFIP. La restructuration du CSP d'initiative, l'entraide entre les SPF, la mise en place du soutien aux comptables, sont tant de mesures contraintes par les déficits d'emplois... les charges deviennent insupportables pour les personnels qui restent, qui subissent depuis des années les suppressions d'emplois.

Vous faites des choix imposés par le manque d'effectifs au regard des charges, imposés par une DG aux ordres du politique qui ne défend plus ses missions et ses agents.

Quelle marge de manœuvre ? Quelle marge de négociation avec les OS ? Aucune, quels que soient les arguments présentés de part et d'autres, un seul choix s'impose : appliquer sans sourciller des orientations professionnelles qui mettent à mal les missions mais surtout les agents.

Il nous est reproché de tenir un discours anxiogène mais, les faits confirment nos analyses et le seul reproche qui vaille c'est que nous avons eu raison trop tôt.

S'agissant des suppressions d'emplois, cette année 16 de plus !

C'est bien le résultat des cogitations de l'équipe de commandement pour continuer à déshabiller les services dans l'hiver des réformes à tout-va, vite mises en place, bricolées à la hâte, d'une grande complexité : ce sont encore les agents, et notamment ceux au contact des usagers déboussolés qui en pâtissent.

Nous sommes dans des années charnières... là, où encore il y a quelques années de nombreux collègues seraient venus échanger avec vous, exprimer leur mécontentement, crier leur désarroi, écouter vos réponses préparées et d'ordre général rejetant la faute sur le politique, il n'y a plus que nous, il n'y a plus que nous pour vous dire que nous ne resterons pas vous écouter justifier maladroitement des choix désastreux pour la maison DGFIP et ses agents. Les agents ne sont plus dupes, et vous ne feriez que rajouter de la frustration à leur détresse

Pourtant, ils auraient pu vous demander de remercier, en leur nom, Monsieur le Ministre DARMANIN pour cette formidable prime de 200 € pour 40 000 "agents des finances publiques" (sur un peu plus de 100 000) en contre-partie "d'une petite surcharge de travail" due au PAS. Quel mépris ! Difficile de retranscrire en termes administratifs les différents commentaires à son encontre.

Monsieur le Ministre oublie tous les agents qui subissent depuis plusieurs années des réformes, des restructurations et qui se voient remerciés « vivement et personnellement » chaque année. C'est insuffisant, les agents exigent une reconnaissance pérenne et non l'aumône.

Comme vous l'avez vous aussi exprimé, si les agents sont aussi consciencieux et efficaces, ils méritent une meilleure reconnaissance. Les remerciements ne suffisent plus, il faut passer aux actes. Nous vous suggérons dès lors, puisque c'est votre seule marge de manœuvre locale, d'offrir une autorisation d'absence supplémentaire à celle que vous offrez pour couvrir les 2 ponts naturels imposés. Cela doit être dans les cordes d'un DDFIP, non ?

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, Fo DGFIP et la CFTC/CFDT 73 exigent de la DDFIP et de la DGFIP :

- la défense et le maintien de nos missions dans le respect d'un service public de qualité ;
- le respect des avis émis par les représentants des personnels dont la représentativité ne peut être remise en cause ;
- la défense et le maintien de nos emplois.
- une rémunération plus digne par l'intégration de la prime de 200 € prévue par le ministre dans l'IMT pour TOUS les agents de la DGFIP et une augmentation du point d'indice.